

Ties That Bind: Parties and Voters in Canada de James Bickerton, Alain-G. Gagnon et Patrick J. Smith, Toronto, Oxford University Press, 1999, 251 p.

Réjean Pelletier

Judiciarisation et pouvoir politique
Volume 19, Number 2-3, 2000

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040233ar>
DOI: <https://doi.org/10.7202/040233ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)
1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Pelletier, R. (2000). Review of [*Ties That Bind: Parties and Voters in Canada* de James Bickerton, Alain-G. Gagnon et Patrick J. Smith, Toronto, Oxford University Press, 1999, 251 p.] *Politique et Sociétés*, 19(2-3), 269–271.
<https://doi.org/10.7202/040233ar>

Ties That Bind : Parties and Voters in Canada

de James Bickerton, Alain-G. Gagnon et Patrick J. Smith, Toronto, Oxford University Press, 1999, 251 p.

Dans cet ouvrage qui porte le titre évocateur de *Ties That Bind*, les auteurs s'inscrivent en faux contre le modèle dominant d'analyse des relations entre les partis et l'électorat canadien, du moins jusqu'à l'élection de 1993. Ce modèle, une variante de la théorie du « choix rationnel », postule que les deux grands partis nationaux qui ont accédé au pouvoir à Ottawa sont en compétition auprès du même électorat pour occuper le même espace politique. Le parti victorieux est celui qui réussit le mieux à obtenir l'appui de l'électorat en agissant comme « courtier » dans trois ou quatre dimensions fondamentales, soit les dimensions économiques ou de classe, ethnique-culturelle, urbaine-rurale et régionale.

Selon les auteurs, la volatilité actuelle de l'électorat a souvent été surestimée; en général, les partis sont davantage forcés de tenir compte des liens qui les unissent à un noyau fidèle d'électeurs et sont plus « idéologiques » dans leur appel à l'électorat qu'on a souvent voulu l'admettre. Pour bien rendre compte, selon eux, de la relation entre un parti et l'électorat, il faut prendre en considération la tension entre le besoin pour les partis politiques de conserver le soutien d'un noyau stable d'électeurs, ayant une base sociale et géographique distinctive, et la nécessité d'obtenir l'appui d'un électeur médian non aligné ou peu engagé.

Il y a donc, semble-t-il, dans les relations entre les partis et l'électorat, une « communauté d'électeurs » relativement stable au niveau de la circonscription, de la province et même de la région. À l'occasion, les partis se sont aliéné ce noyau d'électeurs fidèles en excédant les limites normales de ce que cet électorat peut tolérer. Finalement, au moment d'une élection « critique » ou d'une série d'élections, les liens qui unissent cet électorat particulier au parti sont brisés à cause d'une certaine indifférence ou d'un manque de sensibilité aux valeurs et aux intérêts de ce noyau fidèle.

C'est cette thèse que les auteurs veulent « vérifier » en regard des cinq principaux partis actuels. Pour ce faire, ils appliquent ce modèle aux quatre systèmes de partis qui ont prévalu depuis 1867. Le premier système est dominé par les conservateurs et les libéraux qui alternent au pouvoir; le second voit l'émergence de tiers partis tels que le Parti progressiste, le CCF et le Crédit social pour se terminer avec la victoire du conservateur John Diefenbaker; le troisième est dominé essentiellement par les libéraux, alors que le quatrième, après l'intermède du gouvernement Mulroney, se caractérise par l'arrivée de deux nouveaux partis et une forte régionalisation de la politique canadienne.

Déjà défini par Kenneth Carty, ce modèle de système partisan est appliqué à chacun des partis actuellement présents sur la scène fédérale, ce

qui ne pose pas de problèmes pour les chapitres consacrés au Parti progressiste-conservateur avec le sous-titre suggestif de « liens brisés » et de « rêves brisés ». Le parti est né avant la Confédération de sorte qu'il a toujours été présent sur la scène politique canadienne. Il en est de même pour le Parti libéral, qui s'est structuré un peu plus tard que le Parti conservateur, mais qui a réussi à dominer la politique canadienne au cours du XX^e siècle. De là le sous-titre, lui aussi évocateur, de ce chapitre qui présente les libéraux comme le « parti de gouvernement » au Canada.

Le découpage du chapitre sur le NPD, en tenant compte des quatre systèmes de partis depuis 1867, est un peu plus problématique puisque la CCF, ancêtre du NPD, ne voit le jour qu'au cours du deuxième système de partis. On doit donc faire appel à tout ce qui a pu être relié à une politique de gauche pour montrer une certaine continuité entre ces mouvements de gauche et la naissance du CCF. Cependant, le lien est suffisamment évident pour nous convaincre de la nécessité de ce retour en arrière.

Le même thème de la continuité revient également dans les chapitres portant sur le Parti réformiste et le Bloc québécois. Ces deux partis sont nés au cours de cette période que les auteurs appellent l'intermède Mulroney; les deux servent à caractériser le quatrième système de partis marqué par la régionalisation de la politique canadienne.

Dans le cas du Parti réformiste, on remonte aux antécédents constitués par les Fermiers unis, les Progressistes et, surtout, le Crédit social qui sont tous apparus durant le deuxième système de partis. En ce sens, les réformistes représentent une continuité avec les mouvements de protestation de l'Ouest canadien; ils représentent également le changement par une politique de droite plus clairement affirmée et plus radicale.

En ce qui concerne le Bloc québécois, les auteurs tentent de montrer la continuité dans le noyau d'appui à des partis nationalistes qui ont fait appel aux traits identitaires singuliers du Québec, mettant ainsi en évidence la faillite du système de courtage (brokerage) pratiqué par les partis traditionnels. C'est ce qui explique la montée de tiers partis qui ont obtenu le soutien d'un électorat aliéné et disponible. Cette continuité remonte à la Ligue nationaliste d'Henri Bourassa (premier système de partis), passe ensuite par le Bloc populaire canadien de Maxime Raymond (deuxième système de partis) et finalement par le Ralliement des créditistes de Réal Caouette (troisième système de partis), ce qui est alors plus surprenant comme filiation.

Ce qu'il faut souligner dans cet ouvrage, c'est avant tout le souci des auteurs de suivre fidèlement le même découpage en quatre systèmes de partis dans les cinq chapitres consacrés à autant de partis politiques. Dans chaque cas, on fait appel aux orientations idéologiques fondamentales du parti, on campe sa base électorale, on dégage les principaux changements en nombre de voix et de sièges qui ont marqué les quatre systèmes de partis, sans oublier l'intermède Mulroney. Ce découpage fournit une foule de renseignements utiles sur chacun des partis et montre surtout ce qui les rend uniques et différents des autres à chacune des périodes étudiées.

En même temps, les auteurs veulent faire ressortir la nécessité pour chaque parti de tenir compte de sa base électorale, de son noyau loyal d'électeurs, en se montrant fidèle à ses orientations fondamentales et à ses politiques par-delà les changements, parfois importants, qui peuvent survenir. Certains partis, par exemple les conservateurs, ont payé cher cette volonté de trop s'éloigner de leur base électorale, dans leurs orientations idéologiques et leurs politiques. Cette base, si elle ne se reconnaît plus dans sa formation politique, peut la quitter, ce qui aura des effets dramatiques pour le parti.

En mettant ainsi l'accent sur la fidélité à sa base électorale et sur la continuité dans ses orientations et ses politiques, les auteurs sont davantage en mesure de s'opposer à la théorie du courtage (*brokerage*) qui a longtemps dominé l'étude des partis au Canada. Cependant, la démonstration ne réussit pas toujours à nous convaincre, d'autant moins que le parti qui a le mieux réussi cette politique de courtage, celui qui a le plus cherché à occuper le centre de l'échiquier politique entre le CCF et le Crédit social, entre le NPD et les conservateurs ou les réformistes, c'est le Parti libéral qui a dominé la vie politique canadienne au cours du XX^e siècle. De plus, en mettant trop l'accent sur la continuité, les auteurs nous font oublier le changement, même s'ils ne nient pas qu'il y ait eu certains changements au cours des différentes périodes analysées.

Au total, cet ouvrage propose une thèse novatrice et rafraîchissante, mais pas toujours convaincante, qui rompt avec la théorie dominante du courtage. Il fournit également une foule de renseignements utiles sur les cinq partis actuels et leurs prédécesseurs. Pour cette raison, ce volume mérite certainement d'être lu par tous ceux et celles qui s'intéressent à la vie des partis politiques canadiens.

Réjean Pelletier
Université Laval